

LES TERRITOIRES EN DÉBAT #2022

LA LETTRE DE SÉANCE PUBLIQUE Cabinet de conseil en affaires publiques

Février 2022



L'actu du mois

La promulgation le 21 février du dernier grand texte du quinquennat, la loi 3DS, apporte quelques compétences supplémentaires aux collectivités mais le débat relatif à la décentralisation n'a pas encore pu s'imposer face aux thèmes plus porteurs de la transition écologique ou de la ruralité. Ce sujet est pourtant bien identifié dans les territoires comme en témoigne l'actualité de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) qui avait lancé une consultation citoyenne dont les résultats ont été publiés également le 21 février : sur les 153 844 votants, 92,4 % ont dit « oui » à une sortie de l'Alsace de la région Grand-Est.

Les principaux entourages : territoires

Équipe MACRON

Jacqueline GOURAULT
Ministre de la Cohésion territoriale
Jean-Marie CAILLAUD
Conseiller territoires Elysée
Richard FERRAND
Président de l'Assemblée nationale
et conseiller du premier cercle



Équipe PÉCRESSÉ

Xavier BERTRAND
Président du conseil régional des Hauts-de-France, Conseiller Travail et Territoires
Philippe MOUILLER
Sénateur des Deux-Seines, Orateur Territoires
Clément COULON
Orateur Territoires
Jean-François COPE
Maire de Meaux, Conseiller spécial ville, intégration et assimilation



Équipe JADOT

Ronan DANTEC
Sénateur EST de Loire-Atlantique



Équipe MÉLENCHON

Ugo BERNALICIS
Député de la 2^{ème}
circonscription du Nord



Équipe HIDALGO

Alain ROUSSET
Président du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, conseiller décentralisation
Hélène GEOFFROY
Maire de Vaulx-en-Velin, Vice-Président de la Métropole de Lyon, Pole territoires et Politique de la ville
Patrick KANNER
Président du groupe SER, sénateur du Nord



2022



Les associations d'élus mettent des propositions en débat

Intercommunalités de France (AdCF) a été la première association a présenté ses propositions en octobre 2021 - <https://adcf.org/files/CONVENTION/2021/AdCF-Manifeste-V4-2.pdf>

- Conforter les responsabilités des intercommunalités comme pilotes du développement économique de leur territoire.
- Renforcer le partenariat entre régions et intercommunalités sur les enjeux de formation dans nos bassins d'emploi.
- Confirmer la généralisation des transferts de compétences prévus en 2026 en matière d'eau et d'assainissement.
- Confier aux intercommunalités volontaires une responsabilité d'autorité organisatrice de l'habitat pour piloter le chantier de la rénovation énergétique des logements.
- Repenser notre politique d'aménagement du territoire à partir des bassins de vie, dans une approche en réseau, à la fois urbains et ruraux.
- Organiser la territorialisation des politiques de l'habitat en s'appuyant sur des autorités organisatrices locales.
- Renforcer la territorialisation des politiques publiques par une décentralisation aboutie et une déconcentration accrue de l'organisation de l'État et de ses opérateurs.

Villes de France, présidée par Caroline CAYEUX, maire de Beauvais, présentera son manifeste et ses propositions à l'issue de la semaine du 21 février 2022.

L'Association des petites villes de France (APVF) est présidée par Christophe BOUILLON, maire de Barentin. Les propositions de l'APVF devraient être présentées le 1^{er} mars prochain.

Les dernières propositions de l'APVF, de Territoires unis et de France urbaine attendues en mars

Territoires unis regroupe l'Association des Maires de France, l'Assemblée des départements de France et Régions de France. Ces 3 associations présenteront ensemble leurs propositions le 15 mars et inviteront les principaux candidats à s'exprimer.

France Urbaine devrait être la dernière association d'élus à présenter des propositions pour les grandes villes et métropoles le 22 mars



FOCUS – Présidents et Délégués généraux des associations d'élus

- Assemblée des Communautés de France (AdCF)** : présidée par Sébastien MARTIN, président de la communauté d'agglomération du Grand Chalou. Floriane BOULAY en est la déléguée générale. Depuis la convention des 14 et 15 octobre derniers, l'AdCF change de nom pour Intercommunalités de France.
- Villes de France** : présidée par Caroline CAYEUX, maire de Beauvais, présidente de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Bastien REGNIER est le directeur général.
- Association des Maires de France (AMF)** : David LISNARD, maire de Cannes, en est le président depuis le Congrès de 2021, Eric VERLHAC est directeur général.
- Régions de France** : présidée par Carole DELGA, présidente du conseil régional de l'Occitanie. Jules NYSSSEN en est le délégué général.
- Assemblée des Départements de France (ADF)** : présidée par François SAUVADET, président du conseil départemental de Côte-d'Or. Bernard SCHMELTZ est directeur général.
- France Urbaine** : présidée par Johanna ROLLAND, maire de Nantes et directrice de campagne d'Anne HIDALGO. Olivier LANDEL en est le délégué général.
- Association des Petites Villes de France (APVF)** : présidée par Christophe BOUILLON, maire de Barentin. André ROBERT en est le délégué général.
- Association des Maires ruraux de France (AMRF)** : présidée par Michel FOURNIER, maire de Les Voivres, Cédric SZABO en est le directeur.

Les principales propositions des principaux candidats

Aménagement du territoire et Urbanisme

Aménagement du territoire

- Permettre un aménagement du territoire pour que l'usager trouve, près de chez lui, un bouquet de services publics (**Fabien ROUSSEL** - 24.01.2022 Programme)
- Mettre en place des assemblées citoyennes régionales pour débattre des projets d'aménagement et d'investissement en lien avec la planification écologique (**Jean-Luc MELENCHON** - 18.11.2022 L'AEC)
- Un plan de développement et de reconstruction des hôpitaux publics en les inscrivant dans une politique globale d'aménagement du territoire et d'amélioration des soins (**Fabien ROUSSEL** - 24.01.2022 Programme)
- Organiser des états généraux des quartiers populaires et des espaces ruraux pour construire une véritable égalité territoriale notamment dans les services publics (**Jean-Luc MELENCHON** - 18.11.2021 L'AEC)
- Réorienter les fonds publics destinés à la politique de la ville vers nos campagnes (**Éric ZEMMOUR** - 09.01.2022 Programme)
- Démétropoliser la France pour revitaliser les campagnes (**Fabien ROUSSEL** - 08.02.2022 Fondation Palladio)
- Mise en place d'un grand plan d'investissement dans les infrastructures et les transports dans les territoires (**Xavier BERTRAND (représentant de Valérie PECRESSE)** - 08.02.2022 Fondation Palladio)
- « Il y a cet objectif de zéro artificialisation nette. Là où nous urbanisons, où nous artificialisons 4 fois plus vite, trop vite, c'est de diminuer par deux cet effort. » (**Emmanuel MACRON** - 18.11.2021 Congrès des maires de France)

Urbanisme

- Stopper l'étalement urbain : renoncer aux grands projets inutiles et imposés, rapprocher bassins de vie et bassins d'emploi (**Jean-Luc MELENCHON** - 18.11.2021 L'AEC)
- Lutter contre le séparatisme urbain en mettant en place une stratégie de peuplement (pas plus de 30 % de logements sociaux par quartier) pour éradiquer en dix ans les ghettos (**Valérie PECRESSE** - 04.12.2021 Projet)
- Interdire la construction de nouvelles grandes surfaces et zones commerciales à l'entrée des villes et villages (**Éric ZEMMOUR** - 05.12.2022 Programme)
- Instaurer la règle de "zéro artificialisation" (**Yannick JADOT** - 02.02.2022 Programme)
- Déployer des corridors écologiques, accélérer la reconversion des friches industrielles, et la renaturation et instaurer un moratoire sur l'implantation de nouveaux entrepôts logistiques destinés au commerce en ligne (**Yannick JADOT** - 02.02.2022 Programme)
- Défendre et reconstruire le maillage de transports en commun et de services publics : notamment dans les départements ruraux, les quartiers populaires et les Outre-mer (**Jean-Luc MELENCHON** - 18.11.2021 L'AEC)
- Mener un grand plan pluriannuel de rénovation énergétique des bâtiments (**Anne HIDALGO** - 13.01.2022 Programme)
- Densifier les villes avec plus de nature, plus d'îlots de fraîcheur (**Yannick JADOT** - 08.02.2022 Fondation Palladio)
- Amplifier les efforts de rénovation urbaine avec l'ANRU ou Action Logement (**Olivier KLEIN (représentant d'Emmanuel Macron)** - 08.02.2022 Fondation Palladio)

Décentralisation

- Décentraliser des blocs de compétences pour simplifier le mille-feuille administratif français, supprimer les doublons et rapprocher les politiques publiques des citoyens (**Valérie PECRESSE** - 04.12.2021 Projet)
- Affirmer les trois échelons d'organisation décentralisée pour mettre fin à la superposition d'échelons technocratiques (**Jean-Luc MELENCHON** - 18.11.2021 L'AEC)
- Les régions se verraient ainsi confier Pôle emploi, les missions locales, la rénovation urbaine ou la présidence des Agences régionales de santé et seraient évaluées par des indicateurs de performance (**Valérie PECRESSE** - 04.12.2021 Projet)
- Décentralisation aboutie : "Le temps des communes et de la décentralisation des pouvoirs est venue" (**Anne HIDALGO** - 12.09.2021 Rouen)
- Régionaliser les politiques de logement (**Valérie PECRESSE** - 04.12.2021 Projet)
- « Nous avons dans notre pays trop souvent confondu la décentralisation avec la délégation de compétences. Et ce n'est pas la même chose. » (**Emmanuel MACRON** - 18.11.2021 Congrès des maires de France)
- Une République décentralisée aboutie qui garantit le service public dans chaque commune (**Anne HIDALGO** - 13.01.2022 Programme)
- « La décentralisation, c'est celle qui permet de transférer des blocs de compétences complets, la clarté des financements, les responsabilités qui vont avec. Avançons sur ce chemin. » (**Emmanuel MACRON** - 18.11.2021 Congrès des maires de France)
- « Sur la décentralisation, il faut que ce soit un vrai transfert des responsabilités qui vont avec, clairement et totalement, c'est-à-dire une capacité à décider des règles, à en bouger les normes et à en décider les financements. C'est tout ça ensemble. » (**Emmanuel MACRON** - 18.11.2021 Congrès des maires de France)

Réforme territoriale

- Création d'un conseil aux collectivités, notamment pour les petites communes, et un contrôle a posteriori par les chambres régionales des comptes et les tribunaux administratifs (**Anne HIDALGO** - 13.01.2022 Programme)
- Rééquilibrage entre les grandes métropoles et zones rurales (**Marine LE PEN** - 25.09.2021 France Bleu)
- Rendre aux communes leur liberté de coopération et le rôle de cellule de base de la démocratie locale (**Jean-Luc MELENCHON** - 18.11.2021 L'AEC)
- Donner à la Corse le statut garanti par l'article 74 de la Constitution (**Jean-Luc MELENCHON** - L'AEC - 18.11.2021)
- Redécouper les Régions à partir des bassins versants et leur confier l'eau comme première responsabilité. Supprimer les méga régions, les régions transfrontalières et les métropoles et revenir sur l'obligation d'appartenance des communes à des intercommunalités en abrogeant la loi NOTRe (**Jean-Luc MELENCHON** - 18.11.2021 L'AEC)
- Interdire le "droit à la différenciation" afin de garantir l'égalité entre les citoyens et réserver le statut de collectivité unique aux territoires insulaires et des Outre-mer (**Jean-Luc MELENCHON** - 18.11.2021 L'AEC)
- Rééquilibrer la dotation globale de fonctionnement versée aux communes pour lutter contre les inégalités territoriales (**Jean-Luc MELENCHON** - 18.11.2021 L'AEC)
- Réaffirmer le rôle du département comme échelle pertinente pour organiser le maillage équilibré du territoire en services publics essentiels à la population. (**Jean-Luc MELENCHON** - 18.11.2021 L'AEC)
- Renforcer les dotations de l'Etat pour les territoires et régions en retard de développement économique et social (**Jean-Luc MELENCHON** - 18.11.2021 L'AEC)
- « Je souhaite également que le transfert de la compétence eau et assainissement des communes aux intercommunalités prévue en 2026 soit facultatif et non pas automatique comme actuellement prévu dans la loi ». (**Valérie PECRESSE** - 19.11.2021 Lettre aux Maires)
- « Je souhaite que nous allions vers plus de déconcentration en permettant aussi à nos préfets, nous l'évoquions hier, de disposer de tous les leviers pour apprécier les situations locales et faire davantage. 90 % des décisions qui pouvaient l'être ont été déconcentrées. » (**Emmanuel MACRON** - 18.11.2021 Congrès des maires de France)

Après la rédaction de Manifestes, SEANCE PUBLIQUE organise les rendez-vous avec l'entourage des candidats et prépare les propositions et analyses adaptées au temps des législatives dont les débats seront à suivre par les acteurs économiques dans les Territoires.